

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ EN JEU : **APPEL À UNE DÉCISION RAPIDE** DU GOUVERNEMENT

**A** la suite de l'audience devant le tribunal de commerce de Toulouse, une période d'observation de deux mois a été sollicitée, avec une décision attendue le 27 avril 2026. La situation du groupe en France a été exposée, notamment dans le contexte du départ de l'actionnaire. Un élément déterminant reste en suspens : la décision de l'État concernant la revalorisation de 20 % du MWh, indispensable pour assurer la continuité de l'activité dans des conditions viables. Des clarifications rapides sont nécessaires.

Pour garantir la poursuite de l'activité en 2026, un besoin immédiat de financement de 20M€ (prêt ou autre dispositif) est identifié, en complément de la revalorisation attendue.

Nous sommes tout près du compte pour permettre de maintenir l'activité le temps nécessaire pour lancer des projets industriels très sérieux de longs termes.

À l'invitation de Carole Delga, l'intersyndicale a présenté ce mardi ces projets à la Région Occitanie, déjà mobilisée pour

l'avenir des deux usines. Mais c'est aussi à L'État de prendre la main pour se battre, en offrant la garantie que l'outil industriel est sécurisé et peut continuer.

La facture financière et sociale pour l'Etat serait bien plus grande que les 20 millions de trésorerie remboursable pour assurer l'avenir.

Dans ce contexte, nous sollicitons en urgence un rendez-vous à Matignon avec le Premier ministre dans les prochains jours, associant le ministère de l'Industrie, les Régions Occitanie et PACA, ainsi que les fédérations et confédérations concernées.

Cette réunion doit permettre d'obtenir une vision claire et chiffrée des propositions de l'État.

Enfin, il est essentiel de souligner que nos deux usines portent des projets de diversification industrielle structurants, susceptibles d'aboutir d'ici 2030, avec des perspectives de rentabilité solides.

